

Ngô Đình Diệm- Partie 2. Contre l'ennemi de l'intérieur : des forces de sécurité civiles



Par Bùi Ngọc Vũ JJR 64

Préambule

Pour terminer avec le volet sécuritaire des actions de Diệm, après l'armée pour faire face à la menace extérieure Diệm a aussitôt consacré ses efforts pour se doter de forces de sécurité civiles afin d'être prêt pour répondre à une menace intérieure encore latente.

La menace communiste de l'intérieur

Dès le début, le regroupement des troupes de Hồ Chí Minh dans la moitié Nord du pays s'est effectué dans le cadre d'un plan prémédité pour relancer au besoin une insurrection dans la zone Sud. Des mariages de dernière minute sont organisés pour faciliter le retour de ces maris de courte durée. Des caches d'armes sont implantées et surtout, des cadres sont laissés sur place pour se tenir prêts à reprendre du service le jour où ils recevront l'ordre de le faire. Ces cadres communistes du Việt Minh (mouvement majoritairement communiste dirigé par Hồ Chí Minh du temps de la lutte contre les Français) laissés au sud sont éparpillés. Ils n'ont pas encore eu le temps de se réorganiser ni de recevoir les instructions pour se structurer en vue d'actions concertées ; ils sont aussi en attente de la date limite pour les élections générales - une incertitude inhibitrice - prévues par les accords de Genève. Certains ont rejoint le groupe des Hòa Hảo rebelles de Ba Cut. Les renseignements sur leur activité sont peu précis et fournissent une connaissance certainement limitée de leur menace potentielle.

Le Việt Minh opère si secrètement et discrètement qu'eux seuls peuvent probablement estimer de manière précise leurs capacités. Jusqu'ici les Français et les observateurs non-gouvernementaux attribuent une omniprésence et une grande force à l'organisation politique du Việt Minh ; d'ailleurs l'argument de sa puissante capacité est utilisé au début par les porte-paroles du gouvernement et Diệm lui-même pour justifier le report des élections d'une assemblée nationale. Les régions connues comme soumises à l'influence du Việt Minh sont les quartiers pauvres de Saigon-Cholon et les régions de Cà Mau, Bến Tre, Mỹ Tho, Thủ Dầu Một.¹

Les forces de sécurité civiles qu'il faut réorganiser

Diệm a besoin d'une force de sécurité civile suffisante pour garantir l'ordre public et la paix, pour assurer une bonne marche de la société et bâtir une nation prospère. Cette mission est normalement confiée à une police nationale organisée et fonctionnant selon des principes déjà éprouvés.

Avec l'assistance du groupe d'experts du MSU les agences d'aides américaines entreprirent de développer dès 1955 des plans pour réorganiser, mettre à niveau et entraîner les services de la police nationale héritée du temps des Français.

Il est ainsi envisagé un service de sécurité unique placé sous l'autorité du Ministère de l'Intérieur, se subdivisant en trois entités, la Police Métropolitaine de 4 à 6000 hommes pour les 4 plus grandes municipalités, la Garde Civile de 25000 hommes pour le reste du territoire et la Sûreté Nationale de 4000 hommes.

La Police Métropolitaine et la Garde Civile assurent les fonctions d'une police nationale pour le respect des lois, incluant les opérations de contre-espionnage et les actions contre les activités subversives.

La Sûreté est chargée du renseignement, des enquêtes criminelles avec le service d'un laboratoire de criminalité, et des services d'immigration, de douanes et de contre-espionnage.

La police civile de campagne : le Bảo An Đoàn (Garde Civile)

Les idées de Diệm pour la Garde Civile

Compte tenu dès le départ de l'existence d'une action subversive potentielle dans les campagnes venant des cadres vietminh restés au Sud Diệm a des exigences plus particulières pour le Bảo An Đoàn nom qu'il a donné à la partie "police civile de campagne" de la police nationale.

'Diệm voit comme nécessaire un effectif de 60000 hommes, doté d'un équipement en matériel de transport et de communication adéquat. Sans pour autant vouloir changer la Garde Civile en une adjonction à l'armée Diệm pense qu'il est inévitable que pour un certain temps elle va devoir fonctionner comme une force auxiliaire à l'armée. Jusqu'à ce que la possession illégale d'armes soit réduite dans des limites contrôlables et la capacité d'intervention armée du Việt Minh éliminée dans les campagnes. Il considère que cela ne rime à rien d'exposer la Garde Civile mal entraînée et mal armée au feu des armes automatiques de la guérilla vietminh. Il dit qu'il existe une vision dépassée de certains bureaucrates au sein du Ministère de l'Intérieur qui voient la Garde Civile comme une garde d'honneur du chef de province ; ceux-ci résistent aux instructions de Diệm affectant des membres de la Garde Civile aux ordres de militaires quand les circonstances le réclament.'

²

¹ FRUS 55-57 Doc.252. Telegram From the Ambassador in Vietnam (Reinhardt) to the Department of State. Saigon, August 31, 1955

² Doc.271. Memorandum of a Conversation, Saigon, November 7, 1955 (Vietnam)

Diệm veut donc une force paramilitaire rattachée au Ministère de la Défense car selon lui cette force devrait être organisée et commandée comme une armée, équipée et entraînée de manière adéquate pour servir de force de police. En temps de guerre la Garde Civile prendrait la défense des zones à l'arrière laissant le champ libre aux corps de bataille qui doivent s'occuper pleinement de la ligne de front. Elle est utilisée par le Ministère de l'Intérieur en temps de paix.

Diệm envisage un faible pourcentage de la Garde Civile servant comme police rurale avec des unités mobiles équipée d'un armement classique, incluant des mortiers et un matériel de transmission. Ces unités doivent pouvoir se déplacer rapidement vers les endroits où se manifestent des troubles, être capables d'agir contre des émeutes ou des grèves et se servir des moyens de transport public en cas de besoin.

Diệm pense qu'il doit changer les cadres inefficaces ayant peu d'éducation professionnelle ou académique qui assurent actuellement le commandement de la Garde Civile par des officiers de l'armée. Diệm a une préférence pour des officiers sortant de Dalat (Ecole Militaire Interarmes de Dalat) et ayant en plus une année supplémentaire de formation en droit et en technique policière.

Des vues divergentes avec les Américains

La MSUG est opposée à cette dernière idée et a de plus une conception de la Garde Civile qui diffère fondamentalement de celle de Diệm. Leurs experts prônent une pure police civile de campagne.³

Ils conseillent à Diệm d'écarter du Bảo An Đoàn tous les anciens officiers de l'armée, de mettre le Bảo An Đoàn sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, de l'équiper et de l'entraîner comme une pure force de police.

Durbrow est d'accord avec les idées du MSUG et le soutient.

Dès le départ le programme de réalisation du Bảo An Đoàn souffre donc des vues divergentes entre Diệm et la MSUG. Diệm se plaint que la MSUG et l'USOM semblent penser que les mêmes principes d'organisation à Michigan peuvent être utilisés au Viêt-Nam alors qu'avec le terrorisme à certains endroits c'est un pays en guerre.

Ministère de la Défense ou ministère de l'Intérieur ?

Au mois d'octobre 1957 Diệm envoie Châu le ministre chargé de la Présidence pour présenter une proposition à Durbrow concernant l'organisation du Bảo An Đoàn sous l'autorité du ministère de la Défense. Durbrow promet de faire étudier dans le détail la proposition par son équipe mais soulève sur le coup une question difficile en demandant à Châu comment peut-il fournir au Bảo An Đoàn les armes prévues actuellement dans la liste de la MSUG si dans une année ou deux, avec le nouveau concept proposé, le Bảo An Đoàn aurait besoin d'autres modèles d'armes.

Février 58 Durbrow répond dans une lettre que "l'équipe de terrain" après une étude poussée est d'accord d'une manière générale avec le nouveau concept de Diệm à l'exception de la clause rattachant le Bảo An Đoàn au ministère de la Défense. Elle continue de recommander la pleine autorité et le contrôle du ministère de l'Intérieur sur le Bảo An Đoàn. Et si le Président approuve le nouveau concept revu par l'étude de "l'équipe de terrain" Durbrow serait en position de demander la mise à disposition des armes, des matériels de transport et de communication déjà prévus.

Détail des souhaits de Diệm

Début mars 1958, sur demande de Durbrow, Châu a l'occasion de présenter le détail du projet du gouvernement vietnamien. De l'avis de Durbrow le projet remis se révèle "étonnamment irréaliste". Il prévoit un effectif de 55000 hommes incluant 15 compagnies de véhicules blindés, 21 compagnies de cavaliers et 225 compagnies d'infanterie légère, 1900 chevaux avec masque à gaz pour chacun d'eux mais sans service vétérinaire. Il demande aussi un nombre d'hélicoptère plus élevé que celui accordé à l'armée sans même prévoir les unités de maintenance et d'appui.

Durbrow souligne à Diệm qu'avec le Bảo An Đoàn ainsi armé et équipé et placé sous l'autorité du ministère de la Défense il serait impossible d'argumenter que c'est une force de police destinée à maintenir la sécurité intérieure. Il presse Diệm d'étudier la proposition de son "équipe de terrain" et de l'adopter comme une solution plus réaliste et plus accessible au pressant problème de la sécurité intérieure. Il suggère que si au bout de deux années d'expérimentation il devient apparent que le concept américain n'est pas satisfaisant le sujet sera alors revu.

Châu revient avec un nouveau document le 12 mars en disant que le Président souhaite retirer le précédent qu'il faut considérer comme un plan pour le futur en particulier pour les points concernant l'effectif et les armes lourdes. A la place c'est maintenant une liste plus réaliste d'équipements pour un effectif du Bảo An Đoàn réduit à environ 32000 hommes.

Intransigeance américaine

A la date tardive du 10 juin 1958 seulement Elting annonce à Diệm qu'en accord avec Washington il est en mesure de faire des propositions spécifiques au sujet du rééquipement, du réentraînement et de la réorganisation du Bảo An Đoàn.

Pour l'essentiel les propositions se fondent sur l'étude déjà présentée à Diệm en février, un objectif de réduction graduelle de l'effectif pour arriver à 32000 hommes complètement entraînés et bien équipés, et comportent des montants précis en dollars. Mais le plus important reste contenu dans la phrase "Je suis persuadé Monsieur le Président que vous comprendrez les raisons qui ont conduit mon gouvernement à conclure qu'il est souhaitable d'avoir le Bảo An Đoàn surtout comme une force de police civile."

Le point de divergence majeure reste donc toujours non réglé.

Il faudra attendre janvier 1959 pour voir l'affaire Bảo An Đoàn se terminer quoique finalement d'une manière provisoire. Dulles écrit : "Nous notons qu'après plus d'un an de négociations Diệm a rejoint la position de "l'équipe de terrain" pour placer le Bảo

³ Doc.400 Memorandum of a Conversation between the President of the Republic of Vietnam (Diem) and the Chief of the Military Assistance Advisory Group in Vietnam (Williams), Saigon, October 13, 1957

An Đòan sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et non pas sous le ministère de la Défense. Nous sommes contents que Diêm ait laissé tomber sa demande de tanks et autres équipements lourds pour cette force...⁴

Diêm s'est finalement plié aux exigences des Américains mais dans cette affaire leur intransigeance est difficilement compréhensible. On peut vraiment se demander dans cette affaire si les deux alliés poursuivent les mêmes objectifs et partagent des intérêts en commun.

Des unités de défense dans les villages : Une idée de bon sens

Selon Diêm après une période profil bas le Việt Minh a modifié ses tactiques, au lieu de rester caché et d'essayer de saper son gouvernement par la subversion politique et la propagande ses hommes sortent à découvert de leurs cachettes pour s'engager dans une campagne terroriste afin de créer des conditions chaotiques visant à faire tomber le gouvernement.

Il a probablement conservé une capacité considérable pour les actions de terrorisme et de sabotage à travers le pays mais semble vouloir pour le moment limiter ses actions terroristes à des incursions isolées et méthodiques, calculées pour terroriser les villageois et bouleverser le progrès administratif et économique. Dans certains endroits cette action méthodique prend la forme d'assassinats d'un ou de deux notables du village. Ceci est un moyen efficace pour terroriser les collègues survivants du conseil de village.

Le combat contre les communistes à ce stade revêt donc le caractère typique d'une lutte anti-insurrectionnelle. Aussi Diêm envisage fort opportunément des unités de défense dans les villages comme un élément majeur pour assurer la sécurité dans les campagnes.

Diêm essaie de vendre son idées aux Américains

Novembre 1955 il vante auprès des généraux O'Daniel et Williams le grand avantage d'avoir la sécurité des villages assurée par des villageois locaux qui pourraient être mobilisés 24 heures sur 24 et qui, étant familiers des conditions locales, peuvent sans aucun doute mieux détecter les Việt Minh et autres éléments rebelles que l'armée et la Garde Civile. Cette protection a aussi l'avantage d'être relativement bon marché car les membres de cette milice rurale n'ont pas besoin d'uniforme ou de logement et ne seraient payés que 300 piastres par mois avec en plus une ration de riz comme contribution par le village.

Il plaide donc longuement et avec vigueur pour le développement immédiat d'un corps fixe d'auto-défense (Dân Vệ Đòan) en complément des organisations de sécurité mobile (armée, Garde Civile) et réclame aux États-Unis l'aide financière correspondante.⁵

A la venue de Radford au Việt-Nam fin décembre 1955 Diêm se saisit de l'occasion pour lui présenter sa vision du problème vietminh. Il dit avoir en tête 3 plans d'actions pour essayer de contrôler cette nouvelle et vigoureuse campagne du Việt Minh dans le pays.

En premier lieu il va augmenter le rythme des opérations dirigées contre les dissidents organisés dans le sud du pays. Une division de l'armée est engagée dans cette action et deux autres vont rejoindre la première dans un proche futur.

En deuxième il va conduire une vigoureuse campagne d'éducation politique pour convaincre la population qu'il est au mieux de leur intérêt de soutenir le gouvernement.

Enfin il revient sur son idée de vouloir former dans environ 6000 villages une petite milice composée de 10 hommes et espère obtenir le soutien des États-Unis pour les armer et financer l'effort. Les hommes de cette milice vont pouvoir consacrer le plein de leur temps à la tâche de maintien de la sécurité. La présence dans chaque village de groupe armé et organisé fournirait les moyens les plus sûrs disponibles pour combattre les activités terroristes des petits groupes vietminh car ni l'armée ni la police ne peuvent protéger chaque village et chaque hameau.⁶

Diêm souligne le fait qu'une part considérable de l'appareil militaire est amenée à combattre l'activité de ces petits groupes pour préserver l'ordre dans le pays. Occupées à ces tâches ces forces ne peuvent pas suivre l'entraînement qui leur est nécessaire pour se préparer à leur fonction première qui consiste à pouvoir résister à une agression ouverte du Việt Minh.⁷ Pour cette raison Diêm estime important que les Américains soutiennent son plan d'armer une milice pour permettre le retour des forces régulières à leur entraînement.⁸

Réaction mitigée des Américains à cette idée

Les Américains n'ont pas tout à fait la même conception que Diêm pour la lutte anti-insurrectionnelle et cette demande de création d'un corps fixe d'auto-défense ne fut approuvée par Reinhardt que comme **une mesure exceptionnelle** dont le coût à inclure dans le budget militaire de 1956 s'éleva à 6170400 \$ correspondant au paiement de 300 piastres par mois pour les 60 000 membres de ce corps, sur la base de 10 par village et 6000 villages. Les armes et les munitions seront de source non-américaine et trouvées sur place au Việt-Nam.

Ils considèrent en effet que des unités de défense au niveau des villages ne sont nécessaires que jusqu'à la pacification du pays et l'élimination substantielle de l'influence du vietminh. Qu'à long terme la Garde Civile devrait être de plus en plus

⁴ Doc 52. Telegram From the Secretary of State to the Embassy in Vietnam. *Washington, January 16, 1959*

⁵ Memorandum of a Conversation, Saigon, November 7, 1955.

⁶ Radford pense sans faire de commentaire qu'il sera difficile de choisir les individus propres à être armés parmi une population dont la loyauté est aussi incertaine comme la conversation de Diêm semble l'indiquer.

⁷ Radford retint donc l'idée que Diêm considère le principal danger pour son pays réside dans la possibilité d'une ouverte agression par le Nord et malgré ses tentatives pour souligner l'intérêt d'utiliser l'armée pour assurer la sécurité intérieure il eut l'impression que Diêm n'a pas changé ses idées préconçues qu'il avait au départ de la réunion. L'intérêt que Diêm manifesta à la situation militaire et l'abondance de détails avec lesquels il aborda la discussion font penser Radford à un ministre de la défense. "Et si c'était le cas je dirais que sa compréhension du problème auquel il doit faire face est déficiente et ne pourrait être corrigée qu'au travers d'avis venant des Américains. De notre conversation je suis impressionné par le sérieux avec lequel le président prend son travail et par l'évidente honnêteté de la motivation qui l'inspire."

⁸ L'incompréhension de Radford envers Diêm est patente.

⁸ Doc.286. Memorandum for the Record, by the Chairman of the Joint Chiefs of Staff (Radford). *Washington, January 27, 1956*

capable de remplir son rôle de maintenir la loi et l'ordre dans tout le pays et que les villages devraient pouvoir fournir au besoin la protection additionnelle éventuelle.⁹

Les arguments utilisés en avril 1958 par le Département de la Défense pour pousser et hâter le programme d'équipement et d'entraînement de la Garde Civile sont tout à fait explicite à ce sujet : "La Garde Civile est considérée comme nécessaire pour a) améliorer la sécurité intérieure, b) alléger l'armée de ses activités de pacification afin de se consacrer pleinement à ses cycles d'entraînement de troupes et aussi c) **éliminer le besoin d'un Corps de Défense des Villages** qui coûte au gouvernement quelques 3,5 millions de dollars par an."¹⁰

De grosses difficultés pour la mise à disposition des fonds

Le décret pour la création du Dân Vệ Đoàn est publié le 4 avril 1956. La première unité n'est formée qu'en juin. Les difficultés dans la sélection nécessaire au recrutement ont retardé la mise en place concrète du programme jusqu'à la fin 1956. Dans le contexte de l'époque on ne voit pas comment il peut en être autrement avec le gouvernement pressé par des dizaines d'autres problèmes les uns plus urgents que les autres. Il s'en découle une situation qui pour des nécessités comptables devient terriblement délicate pour Diêm.

Comme il n'y a pas eu de fonds engagés avant la fin avril, les États-Unis décident de bloquer en juin la majeure partie des fonds prévus pour 1956 et une demande de Diêm pour le rétablissement de ce crédit fut refusée. Les fonds alloués au titre de l'année 56 et non utilisés ne seront pas débloqués et ne peuvent pas se reporter sur l'année suivante. Diêm a bien essayé de négocier le principe de fonds glissants sur deux ans mais doit se résoudre à refaire une demande pour une continuation de l'aide sur l'année 58. Il n'obtient de l'ambassade qu'une promesse de recommandation pour un budget sur la base de 30000 hommes, soit la moitié des sommes initialement prévues pour 56 ou 57. Au final le total pour les 3 années est à peine équivalent au total initial pour les 2 années 56 et 57 et il est rappelé à Diêm qu'en principe les budgets provinciaux et municipaux doivent prendre en charge le financement du programme au bout de deux années d'activité.^{11, 12}

Durbrow toujours pas bien convaincu

'En novembre 1957 suite à des rapports variés en provenance du MSUG indiquant une infiltration marquée du Dân Vệ Đoàn par des agents Viêtcong, l'absence de formation au travail de police, aux opérations anti-subversion, à la lutte politique et l'absence d'entraînement militaire, de véritable sélection avant l'incorporation et d'équipement digne de ce nom, Durbrow prend l'initiative d'une discussion avec le MAAG et l'USOM par son "équipe de terrain" au grand complet.

L'inquiétant selon lui est l'absence de rapport du MAAG sur la région sud-ouest du pays, signe que les Vietnamiens essayent de cacher quelque chose aux conseillers du MAAG.

Le major Gildersleeve indique alors que dans les rapports l'un écrit et l'autre oral de deux conseillers respectivement pour la 5^{ème} région et la 11^{ème} Division, donc de la région sud-ouest du pays, il n'y a aucune indication sur une infiltration Viêtcong.

Le colonel Muir souligne qu'il n'est pas juste de dire que le Dân Vệ Đoàn ne fonctionne pas et est inutile car il marche très bien excepté dans le Sud. Le major Gildersleeve ajoute qu'il marche très bien dans les régions sensibles de Quang Tri, Hué et Tourane. M. Barrows rétorque qu'il pense que peut être ce sont les villages de ces endroits qui fonctionnent bien plutôt que le Dân Vệ Đoàn.

Le général Williams demande alors à Durbrow s'il souhaitait couper toute aide au Dân Vệ Đoàn ; ce dernier répond par la négative mais pense qu'il faut adjoindre certains avertissements aux sorties de fonds mis à la disposition pour le Dân Vệ Đoàn.

Il est émis l'idée d'établir des contrôles par le MAAG sur les fonds mis à disposition et si nécessaire la possibilité pour le MAAG de retenir des fonds déjà approuvés au budget.

Finalement il est décidé de faire approuver le budget par l'ambassadeur avec un avertissement précis que les fonds pour le Dân Vệ Đoàn ne seront débloqués que si le gouvernement vietnamien acceptait d'apporter des améliorations et des éclaircissements dans l'administration et les opérations du Dân Vệ Đoàn.¹³

Accord pour la rallonge en 58

A la fin de l'année 57 les décisions définitives au sujet du Dân Vệ Đoàn pour l'année 58 sont prises après une étude détaillée du MAAG reflétant les principales idées du général Williams : 'Il est difficile d'isoler la contribution du Dân Vệ Đoàn dans les efforts combinés de l'armée, du Bảo An Đoàn et du Dân Vệ Đoàn aboutissant à une amélioration à long terme de la situation de la sécurité intérieure. Mais on peut noter qu'il a contribué de manière substantielle à la cause du gouvernement en servant de dissuasion à l'activité communiste et rebelle dans les zones non-protégées par d'autres forces de police, paramilitaires ou militaires et en assurant avec le Bảo An Đoàn les missions sécuritaires dans des endroits reculés, autrefois sous la responsabilité de l'armée.'

Williams conclut : 'Les unités du Dân Vệ Đoàn devraient être postées dans les villages et municipalités le long des frontières avec le Laos et le Cambodge et les villages reculés le long de potentiels axes de pénétration et situés dans les zones pacifiées mais toujours vulnérables et non protégées par d'autres unités statiques. Seuls les villages avec une population inférieure à 5000 personnes seront pourvus d'unités de Dân Vệ. La taille des unités dépendra de chaque village, de sa

⁹ FRUS 1955-1957, Vietnam Vol. I. Doc 280. Telegram From the Ambassador in Vietnam (Reinhardt) to the Department of State. Saigon, December 5, 1955.

¹⁰ Doc.15. Memorandum From the Regional Director, Far East, Office of the Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs (Robbins) to the Chief, Cambodia-Laos-Vietnam Division, International Cooperation Administration (Bunting) (Vietnam) Washington, April 28, 1958

¹¹ Doc 393. Telegram From the Ambassador in Vietnam (Durbrow) to the Department of State. Saigon, August 3, 1957

¹² Doc 394. Telegram From the Ambassador in Vietnam (Durbrow) to the Department of State. Saigon, August 6, 1957

¹³ Doc 403. Memorandum for the Record, by Colonel James I. Muir of the Military Assistance Advisory Group in Vietnam (Vietnam). Saigon, November 5, 1957.

population, de l'éloignement par rapport à d'autres forces de sécurité et des exigences de sécurité. Le MAAG estime ainsi à 43500 le nombre de Dân Vệ nécessaire aux villages répondant aux critères énumérés ci-dessus et recommande une aide basée sur ce chiffre pour 1958. Le Dân Vệ Đoàn offre la perspective d'un gros retour pour un faible investissement. Correctement déployées et entraînées les unités du Dân Vệ Đoàn non seulement offrent aux villageois l'assurance d'une protection gouvernementale mais ajoutent encore concrètement au développement des capacités militaires à court et à long terme. La réalisation du plein potentiel du Dân Vệ Đoàn demande une organisation complètement séparée du Bảo An Đoàn, un entraînement standardisé et amélioré prenant modèle sur les principes d'une force paramilitaire et une réorientation de ses missions et de sa vocation vers le concept originel d'une force statique.¹⁴

Le regain d'intérêt pour cette milice ne se produira qu'avec la nouvelle administration de Kennedy qui à partir d'un nouveau regard sur l'ensemble du problème définira une nouvelle orientation pour l'aide militaire plus favorable au Dân Vệ Đoàn.

* * *

Il s'est curieusement répandu la fausse idée que Diệm n'a pas pris conscience de la nature insurrectionnelle de la lutte et s'est surtout focalisé sur la préparation de son armée à une attaque nord-vietnamienne. Ses efforts répétés pour achever la mise en place des forces civiles, le Bảo An Đoàn et le Dân Vệ Đoàn, pour faire face à la menace intérieure sont là pour prouver qu'il n'en est rien. De plus l'idée que les deux fronts intérieur et extérieur sont tous les deux prioritaires est également partagée par certains responsables américains, en particulier le général Williams à qui on a prêté la même fausse idée d'avoir principalement privilégié l'armée alors qu'il fut dans son camp le plus ardent défenseur du Dân Vệ Đoàn.

L'idée du Dân Vệ Đoàn, bonne dans son principe, n'a été acceptée par le gouvernement des États-Unis que pour une aide de courte durée et parce qu'il est pris en charge en grande partie par le budget vietnamien et coûte peu cher aux contribuables américains.

Dans la même veine et c'est un paradoxe, Diệm n'a pas pu faire accepter par Durbrow l'idée de faire du Bảo An Đoàn le fer de lance d'une stratégie offensive contre les forces subversives, muni de moyens équivalents à ceux d'une armée. Au fond Durbrow soupçonne Diệm de vouloir faire passer le Bảo An Đoàn sous l'autorité du ministère de la Défense pour que les fonds qui leur sont destinés rentrent dans le budget de l'aide militaire jusqu'ici toujours plus facilement accordé par les États-Unis. Les sordides problèmes de sous primement donc malheureusement encore une fois sur des choix stratégiques majeurs et dans ce cas particulier on ne peut ni accuser Diệm d'avoir négligé les forces civiles ni le rendre seul responsable de leur état déficient.

Après l'affaire du Bảo An Đoàn les relations entre le MSUG et Diệm, déjà difficiles, se sont encore plus tendues. Difficiles car jusqu'ici les propositions de réforme présentées à Diệm n'ont pas eu beaucoup de succès et n'ont pas beaucoup d'influence sur les programmes ou les méthodes de travail du gouvernement. Dès 1956 les experts du MSUG estiment qu'ils n'ont pas suffisamment été écoutés. Fishel le patron du groupe et ami de Diệm a terminé son mandat personnel en 1958 et depuis l'influence du MSUG ne cesse de décroître encore. Le contrat avec le MSU prit fin en 1962 et au moment où les derniers membres du MSUG quittent le Việt-Nam Fishel a rompu ses relations avec Diệm et commence même à se prononcer en faveur de sa mise à l'écart.¹⁵

Fishel

Le docteur Fishel du MSU (Michigan State University) rencontra Diệm en 1950 au Japon et devint un ami personnel. Il a contribué à l'introduction de Diệm dans le milieu politique américain lors de son séjour aux États-Unis. Il vint au Việt-Nam en août 1954 à la demande de Diệm comme consultant pour le gouvernement vietnamien et l'USOM (U.S. Operations Mission) pour organiser une tournée d'inspection générale à effectuer par un groupe de 4 membres du MSU. En octobre le groupe recommanda la création d'un programme d'assistance technique en complément du programme d'assistance du gouvernement américain.

Au printemps de l'année 1955 le premier groupe de conseillers débarqua à Saigon sous le nom de MSUG (contraction de Michigan State University Vietnam Advisory Group) avec un programme d'assistance technique complet dans le domaine de l'administration publique. Pendant les sept années qui s'ensuivirent plus d'une centaine d'experts étaient venus pour conseiller le gouvernement vietnamien dans des domaines aussi divers que l'installation des réfugiés, l'administration fiscale et financière, la gestion au sens le plus large des employés de l'état, la réforme de la police...¹⁶

Un succès notable fut la participation du MSUG dans la transformation et le développement de l'Institut d'Administration Publique. A l'inverse sa proposition de réforme de l'administration et du pouvoir local tendant à créer une entité administrative intermédiaire entre la région et la municipalité et réduisant le pouvoir des chefs de province fut totalement rejetée par Diệm.

Diệm a gardé de son propre expérience d'administrateur du temps où il exerçait avec succès le pouvoir local de maire des idées fort précises sur le rôle idéal d'un maire. Selon lui pour être un bon administrateur il faut avant tout être doté de grandes qualités morales comme la probité et l'intégrité. Il le voit un peu à son image et comme le représentant personnel du président au niveau local.¹⁷ Ce qui ne peut que s'opposer totalement aux idées des experts du MSUG.



¹⁴ Doc.403. Extrait d'une évaluation du Dân Vệ Đoàn par le général Williams chef du MAAG remis au CINCPAC. Saigon, 5 Novembre 1957 .

¹⁵ Edward Miller, *Liên Minh Sai Lầm: Ngô Đình Diệm, Mỹ và số phận Nam Việt Nam*, p. 206

¹⁶ Edward Miller, *Liên Minh Sai Lầm: Ngô Đình Diệm, Mỹ và số phận nam Việt Nam*, p.204-205

¹⁷ Edward Miller, *Liên Minh Sai Lầm: Ngô Đình Diệm, Mỹ và số phận nam Việt Nam*, p.212